

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 Bis Rue Laplace,
41000 Blois

Blois, le 23/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats



Publié sur

HB FULLER ADHESIVES

Allée Robert Schuman
BP 1308
41000 BLOIS

Références : VAT20220156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement HB FULLER ADHESIVES implanté Allée Robert Schuman BP 1308 41000 BLOIS. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HB FULLER ADHESIVES
- Allée Robert Schuman BP 1308 41000 BLOIS
- Code AIOT dans GUN : 0010001813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site fabrique des colles polyuréthanes et thermofusibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques
- les déchets
- les produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article Art 3.2.4.1	/	Sans objet
4.10.1- État de stocks	Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article 4.10. Prescriptions particulières au bâtiment de stockage	/	Sans objet
Etiquetage - Données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.11	/	Sans objet
Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.3.5	/	Sans objet
Rejets chaudières	Arrêté Ministériel du 18/05/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article Art 3.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Ventilation bâtiment BCOV totaux et Chlorure de méthylène autosurveillance en continu et analyse semestrielle par un organisme extérieur compétent.
Constats : Pas de non conformité relevée.
Observations : La prescription est inadaptée. L'exploitant a indiqué ne plus utiliser de solvant, cette information a été transmise au sein d'un Porter A Connaissance. Cette modification va être prise en compte lors de la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4.10.1- État de stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article 4.10. Prescriptions particulières au bâtiment de stockage
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique la localisation des produits stockés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du Travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non conformité observée.
Observations : L'ensemble des produits entreposés sur site est constitué de cire, paraffine, résines colophanes, EVA, polyols, isocyanates = MDI, charges (carbonate de calcium), et des produits finis de colles thermofusibles et de colles en polyuréthane. L'exploitant a fourni un état des stocks des produits finis entreposés dans le bâtiment B. Ces quantités ont été comparées à celles indiquées dans le PAC de 2022. -> stock de polyols : 900 kg (15 000kg prévu dans le PAC). -> stock de colle PU (polyuréthane) : 14 360 kg (50 000kg prévu dans le PAC) -> stock de colle thermofusible : quantité quasi nulle (50 000kg prévu dans le PAC) -> stock de isocyanates : 12 960 kg en stock utilisable (10 000kg prévu dans le PAC) Concernant le stockage de isocyanate, l'exploitant explique avoir une livraison d'avance par rapport à la situation habituelle, due à des problèmes d'approvisionnement qui a par ailleurs entraîné un arrêt temporaire de la ligne de fabrication de la colle. Il a été constaté lors de la visite 6 000 kg de ce produit, destinés à la destruction. L'exploitant a expliqué que le stock est inutilisable suite à un problème d'entreposage : problème de température en décembre. L'exploitant a précisé que ce stock de 6 tonnes sera évacué en tant que déchets courant mars ou avril 2022. Le jour de la visite, un total de 18 000kg de isocyanates étaient stockés sur site. L'état des stocks ne correspond pas à celui indiqué dans le PAC2022 pour le stockage de isocyanate. L'inspection constate que l'état des stocks n'est pas vraiment facilement immédiat (accès via SAP, pas de tableur) mais que la localisation est clairement indiquée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage - Données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.11
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté la FDS de l'isocyanate, révisée le 20/11/2019 Concernant la pression de vapeur, la FDS indique aucune donnée n'est disponible (l'exploitant indique que le produit est très peu volatil). L'usage indiquée dans la FDS est composant d'un système de Polyuréthane. Les conditions de stockage indiquent la présence d'une ventilation. Lors de la visite du bâtiment B, l'isocyanate était stocké sous forme de fûts. Aucune ventilation forcée n'est présente dans le bâtiment B. L'exploitant a indiqué oralement que lors de la manipulation du produit, celui-ci est pompé directement dans le fût et que l'opération est réalisée sous aspiration/ventilation. Lors de la visite, il a été constaté que le produit est stocké dans le bâtiment B, avec une quantité stockée de 19, 960 tonnes utilisables, et de 3 tonnes en bloqués qui partiront directement en déchets dû à des problèmes de conditionnement. La quantité indiquée dans le PAC 2022 est de 10 tonnes en fûts de 200L. L'exploitant doit respecter les quantités qu'il s'engage à détenir sur site, pour que les scénarios d'exposition décrits dans l'étude de danger soient représentatifs des risques présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Prescription contrôlée : L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier de la nature, de l'origine, du tonnage, du mode et du lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations. À cet effet, il tiendra à jour un registre dans lequel seront consignées toutes ces informations. Un bilan semestriel est réalisé par l'exploitant et un récapitulatif mentionnant la nature, le tonnage, le mode d'élimination et l'adresse du centre d'élimination sera adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Pour les déchets industriels spéciaux, les dates d'enlèvement et les noms des transporteurs devront être précisés. En outre, chaque enlèvement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté le suivi de ses déchets dans un tableur qui comporte notamment les informations suivantes : le numéro de CAP, le code nomenclature, le code de traitement, l'origine du déchets, le numéros de BSD, l'éliminateur final, le code de traitement final, la qualification du traitement final, les dates des opérations etc. Il a été analysé par sondage 2 BSD qui concernent l'élimination d'un déchet dangereux de solvants non chlorés. Le premier BSD comporte notamment les informations suivantes : code du déchets 14 06 03* (autres solvants et mélanges de solvants) numéro : 20211148 transporteur Martin environnement date de réception : 29/04/2021 opération de regroupement Le second BSD émis avait notamment pour indications : numéro : 202119144 destination SARP Industrie (Limay) date : 19/07/2021 traitement : code R1 (incinération) Les deux BSD observés étaient correctement remplis et permettent de connaître la destination finale du déchets et le traitement appliqué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Conditions particulières à l'atmosphère : [...] chaudières (thermofluide) Poussières : 5 mg/Nm3 Equiv SO2 : 35 mg/Nm3 Equiv NO2 : 150 mg/Nm3 [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a déclaré qu'il possède actuellement 6 chaudières sur le site (pour la fabrication des colles et une pour les eaux chaudes sanitaires). 3 chaudières ont été initialement déclarées et autorisées, puis l'exploitant a indiqué oralement que le rajout de 3 chaudières a été déclaré dans le PAC de 2012. Cette modification va être prise en compte lors d'un arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant a présenté les rapports des analyses des chaudières datés du 04/01/2022 (référence : 10140880/1.2.2.R) et du 03/03/2022 (référence : (référence : 10140880/1.2.2.R) pour les analyses réalisées par l'organisme Bureau Veritas. Les rapports ne présentent pas de dépassement des VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant a déclaré que des mesures complémentaires ont été réalisées en février suite à une chaudière qui était en panne lors des mesures de janvier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet